

« L'égalité en France, une utopie ? »

Cette année est l'anniversaire du collectif des Semaines d'Éducation Contre le racisme et toutes les formes de Discriminations. En 15 ans, 120 structures ont rejoint le collectif. Chaque année, une soixantaine d'entre elles proposent des actions lors du mois de mars. Ces membres mobilisent plus d'une centaine de personnes pour mettre en œuvre les actions (salarié-es, bénévoles, services civiques...).

- Est-ce une bonne nouvelle ? Oui si l'on considère que la question de l'égalité et de la lutte contre les discriminations est devenue un sujet d'ampleur nationale et qu'associations, collectivités et État s'en saisissent.
- Beaucoup moins si l'on considère que cette mobilisation est le reflet des inégalités en France et d'un mythe républicain peu conforme à la réalité.

Dans son livre précurseur *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, publié en 1987, Suzanne Citron expose une thèse très critique sur ce sujet : "*J'ai trouvé dans l'histoire scolaire, une histoire de la raison d'État*".

Elle démontre que le récit national enseigné à l'école depuis la IIIe République est le fruit d'une construction politique francocentrée ayant servi à reconstruire l'unité nationale au lendemain de la chute du Second Empire.

Au-delà de l'éducation, les médias tout comme nombre de discours politiques ont également pour beaucoup contribué à conforter des postulats historiques faux. Au point qu'ils soient aujourd'hui encore très difficiles à contrer.

D'autres chercheurs et chercheuses ont démontré comme cette construction participe de la place de la France dans le monde mais aussi de notre conception des discriminations. C'est tout l'objet de la journée de formation-action que nous organisons le 15 mars et où nous accueillerons Michèle Riot-Sarcey, professeure émérite d'histoire contemporaine et d'histoire du genre, historienne du politique et du féminisme, et Régis Meyran, chercheur en sciences sociales, journaliste et coordinateur scientifique de la Plateforme internationale sur le racisme et l'antisémitisme.

Le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme fait état d'1,2 million de personnes qui seraient victimes d'actes racistes, xénophobes ou anti-religieux tous les ans en France.

Comment dans une telle situation refaire du commun ? Comment lutter contre les discriminations, promouvoir l'égalité mais aussi penser une nouvelle manière d'impliquer les citoyen·nes dans la vie de la cité ?

En effet repenser l'idéal de citoyenneté pour redonner une voix à chacun et chacune est un enjeu fondamental pour réduire le sentiment d'exclusion.

Le sujet n'est pas nouveau, François Mitterrand s'y attelait en 1987 lorsqu'il déclarait "*Nos ancêtres les Gaulois, un peu Romains, un peu Germains, un peu Juifs, un peu Italiens, un petit peu Espagnols, de plus en plus Portugais (...) et je me demande si déjà nous ne sommes pas un peu Arabes.*"

A chacun·e d'entre nous de prendre la relève...

[En savoir plus sur les SECD](#)

Maurice BERTHIAU

Vice Président délégué à la citoyenneté et la vie associative

Florence LACAZE

Secrétaire générale